

---

## Budget de l'enseignement supérieur et de la recherche : une augmentation en trompe l'œil !

---

Le SNPTES considère que prétendre résoudre les problèmes budgétaires des établissements d'enseignement supérieur par une augmentation des droits d'inscription des étudiants étrangers est une aberration aussi bien économique que diplomatique. C'est faire fi des relations conventionnées entre les établissements français et les étrangers. Le SNPTES s'oppose à cette vision comptable et étroite de ce que doit être l'enseignement supérieur. Le SNPTES constate aussi que la grande majorité des universitaires sont contre cette mesure.

Le projet de budget 2019 prévoit 123 millions d'euros pour appliquer la loi orientation et réussite des étudiants, alors que les moyens nécessaires, pour l'appliquer rigoureusement et sans excès, sont d'au moins 440 millions d'euros.

Pour le SNPTES, une nouvelle fois, la réponse apportée n'est pas à la hauteur de la situation. Les établissements vont devoir une fois de plus faire porter aux personnels, par un engagement gratuit supplémentaire, mais aussi par des suppressions de postes l'application de votre loi. Il est grand temps de mettre fin à cette descente aux enfers en écoutant enfin les propositions du SNPTES. Les moyens supplémentaires ne sont pas une simple vue de l'esprit ou une rengaine rituelle à chaque présentation du budget. Elle s'appuie sur la stricte nécessité d'assurer aux étudiants une formation équivalente, où qu'ils soient sur le territoire national, quels que soient leur choix et leur filière de formation.

Pour le SNPTES, le budget consacré aux organismes de recherche est un miroir aux alouettes puisque celui-ci ne consacre qu'une augmentation substantielle de 11% du budget de l'agence nationale de la recherche. Les organismes devant se résoudre à une augmentation inférieure à l'inflation prévue au-delà des 1%. En euros constants, c'est donc une baisse qui ne permettra pas aux organismes de recherche de recruter chercheurs, ingénieurs et personnels techniques en nombre suffisant.

Pour le SNPTES, il est urgent que le président de la République regarde la réalité en face. Plus que des paroles, le SNPTES demande des actes forts !

*Choisy le Roi, jeudi 20 décembre 2018*